

Le Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP)

Résumé descriptif de la certification **Code RNCP : 23267**

Intitulé

MASTER : MASTER à finalité Recherche et Professionnelle - Droit, Economie, Gestion - Mention: Droit international et européen - Spécialité : Gouvernance et financement du développement

AUTORITÉ RESPONSABLE DE LA CERTIFICATION	QUALITÉ DU(ES) SIGNATAIRE(S) DE LA CERTIFICATION
Ministère chargé de l'enseignement supérieur, Université Nice Sophia Antipolis Modalités d'élaboration de références : CNESER	Président de l'université Nice Sophia Antipolis, Recteur de l'académie de Nice

Niveau et/ou domaine d'activité

I (Nomenclature de 1969)

7 (Nomenclature Europe)

Convention(s) :

Code(s) NSF :

128 Droit, sciences politiques, 128g Droit fiscal ; Droit des affaires ; Droit pénal ; Droit de l'environnement ; Droit de la santé ; Droit de la sécurité et de la défense ; Droit du transport etc

Formacode(s) :

Résumé du référentiel d'emploi ou éléments de compétence acquis

Le Master Gouvernance et financement du développement forme des étudiants spécialistes des questions juridiques et financières du développement.

La personne certifiée peut exercer les activités suivantes :

Etudie les dossiers juridiques

Fait des rapports juridiques sur le financement du développement

Présente oralement des questions posées par le droit et le financement du développement

Monte des projets pour les entreprises privées s'occupant du financement du développement

Travaille en équipe dans une organisation concernée par le droit et le financement du développement

Compétences clés :

Mettre en œuvre des connaissances dans une perspective de recherche fondamentale et appliquée

Dialoguer de manière compétente sur le plan du développement avec les autorités publiques ou privées spécialisées en la matière

Faire partager ses connaissances acquises à un public d'étudiants et de professionnels

Mener des négociations en français et en anglais dans le domaine du développement avec des partenaires publics et/ou privés

compétents et responsables

Secteurs d'activité ou types d'emplois accessibles par le détenteur de ce diplôme, ce titre ou ce certificat

Les secteurs public et privé sont concernés par les activités visées. Nous donnons, à titre indicatif, quelques exemples représentatifs.

Les structures du ministère des affaires étrangères et du développement durable

Les organismes des collectivités locales concernées par les questions de développement et de coopération Nord-Sud

Les banques de financement du développement

Les organisations non gouvernementales spécialisées en matière de développement situées dans les pays du nord et du sud

Les entreprises privées occidentales ayant des filiales dans les pays du sud concernées par l'environnement et le financement du développement

Les entreprises privées des pays du sud concernées par l'environnement et le financement du développement

Les titulaires du diplôme peuvent exercer dans les emplois suivants :

Enseignants-chercheurs dans les universités françaises et étrangères

Juristes d'entreprises

Avocats

Experts auprès des organisations internationales et des administrations nationales ou internationales traitant des questions de développement

Cadres supérieurs dans des entreprises privées s'intéressant aux questions du développement

Fonctionnaires nationaux ou internationaux dans des administrations compétentes en matière de développement

Codes des fiches ROME les plus proches :

C1204 : Conception et expertise produits bancaires et financiers

K1405 : Représentation de l'Etat sur le territoire national ou international

K2108 : Enseignement supérieur

Modalités d'accès à cette certification

Descriptif des composantes de la certification :

Les composantes de la certification sont les Unités d'Enseignements décrites dans la liste ci-après.

Ces unités peuvent être acquises par la formation ou la validation des acquis (VAE)

Le master se compose de deux semestres de master 1 et deux semestres de master 2.

La formation se déroule sur deux semestres dans le cadre des 13 UE suivantes obligatoires (3 UE fondamentales au 1er semestre à 6

ou 3 ECTS, 4 UE fondamentales au 2ème semestre à 6, 5 ou 2 ECTS ; 3 UE de liste au 1er semestre à 5 ECTS, 3 UE de liste au 2ème semestre à 4 ECTS)

1er semestre :

UE fondamentales :

Gouvernance et financement du développement

Droit international des investissements

Anglais professionnel

UE de listes :

Institutions publiques et développement

Environnement et développement

Elaboration et gestion de projets de développement

2ème semestre :

UE fondamentales :

Aspects juridiques internationaux du développement

Financement du développement

Mémoire ou stage

Anglais professionnel

UE de liste :

Politique européenne de coopération au développement

Coopération décentralisée et développement

Logistique et recherche de financement

Le mémoire de recherche (finalité recherche) ou le stage (finalité professionnelle) revête une importance fondamentale dans ce Master 2 à la lumière des carrières envisagées. Le stage peut se faire en France ou à l'étranger et ne peut être inférieur à une durée de 3 mois avec une possibilité d'extension à 4 mois et demi.

Le bénéfice de l'acquisition d'une composante (unité) par la VAE ou par la formation est illimité.

Validité des composantes acquises : non prévue

CONDITIONS D'INSCRIPTION À LA CERTIFICATION	OUINON	COMPOSITION DES JURYS
Après un parcours de formation sous statut d'élève ou d'étudiant	X	Le jury est composé d'enseignants, enseignants-chercheurs et de professionnels ayant contribué aux enseignements ou choisis en raison de leur compétence sur proposition des personnels chargés de l'enseignement.
En contrat d'apprentissage	X	Si l'ingénierie pédagogique le permet (pas pour la finalité recherche)
Après un parcours de formation continue	X	Idem statut d'étudiant
En contrat de professionnalisation	X	Idem statut d'étudiant
Par candidature individuelle	X	Possibilité pour tout ou partie du diplôme par VES ou VAP.
Par expérience dispositif VAE	X	Le jury est composé d'enseignants, enseignants-chercheurs et de professionnels

	OUI	NON
Accessible en Nouvelle Calédonie		X
Accessible en Polynésie Française		X

LIENS AVEC D'AUTRES CERTIFICATIONS

ACCORDS EUROPÉENS OU INTERNATIONAUX

Base légale

Référence du décret général :

Arrêté du 25 avril 2002 publié au JO du 27 avril 2002

Référence arrêté création (ou date 1er arrêté enregistrement) :

Arrêté du 29 décembre 2014 relatif aux accréditations de l'Université de Nice à délivrer les diplômes nationaux n°20080931

Référence du décret et/ou arrêté VAE :

Le décret N°2013-756 du 19/08/2013 articles R.613-33 à R.613-37.

Références autres :

Pour plus d'informations

Statistiques :

Statistiques d'insertion disponibles auprès de l'observatoire de la vie étudiante (UNICEPRO~OVE).
<http://unice.fr/unicepro/enquetes-et-statistiques/>

Autres sources d'information :

Université Sophia Antipolis (Nice) (UNS) : Provence-Alpes-Côte d'Azur - Alpes-Maritimes (06) [nice]
[Université de Nice Sophia-Antipolis](#)

Lieu(x) de certification :

Ministère chargé de l'enseignement supérieur : Provence-Alpes-Côte d'Azur - Alpes-Maritimes (06) [Nice]
Institut du Droit de la Paix et du Développement - Avenue Doyen Louis Trotabas - 06050 Nice Cedex 01

Lieu(x) de préparation à la certification déclarés par l'organisme certificateur :

Institut du Droit de la Paix et du Développement - Avenue Doyen Louis Trotabas - 06050 Nice Cedex 01

Historique de la certification :

Formation sur les questions juridiques et financières liées au développement avec un diplôme délivré par l'IDPD depuis 1975.
Variation de l'intitulé (DEA de Droit et financement du développement puis en 2002 Master 2 Droit et financement du développement et en 2012-2013 Gouvernance et financement du développement) mais fonctionnement sans discontinuité.